N°105 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
21 JUILLET 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

A BAS LA SAINTE ALLIANCE DE PORTO-RICO

Le général Haig, commandant en chef des Forces Unifiées de l'OTAN en Europe, avait ouvert la voie, en février 76 en déclarant que la venue des partis communistes dans les gouvernements d'Europe Occidentale constituerait un « *danger de mort* » pour le « *monde libre* ».

En révélant que Giscard, Callaghan, Ford et lui-même s'étaient concertés pour réaliser un blocus économique de l'Italie au cas où le PCI accéderait au gouvernement, le chancelier Schmidt a lourdement mis en relief la politique éhontée de chantage à laquelle se préparait cette Sainte Allaince contre-révolutionnaire pour s'opposer à toute montée ouvrière en Europe. Ce « club des quatre » de Porto-Rico devient la plus dangereuse des menaces pour les ouvriers d'Europe.

L'impérialisme annonce son intention de saboter toute expérience de participation des PC aux gouvernements - comme au Chili. Le Chancelier de RFA se pose en candidat à la direction des opérations contre-révolutionnaires sur le continent européen - comme le Brésil en Amérique Latine.

L'avertissement est si clair et lancé avec un tel cynisme que nos réformistes, sociaux-démocrates et staliniens, ne peuvent éviter de s'en émouvoir. Mitterand se voit obligé de dénoncer la « Sainte Alliance », tandis que le PCF appelle à manifester à Paris jeudi 22, seul, au nom de « *l'indépendance nationale* », contre le complot de cet « *allemand* » dénommé Schmidt qui est « *le plus mal placé pour lancer une campagne anticommuniste* » et contre Giscard qui « *ne défend pas la France* :; le PCF qui n'avait pas appeler à manifester contre Haig et contre l'OTAN, il y a quelques mois, choisit brutalement de se dresser contre le correspondant social-démocrate « allemand » de Mitterand. Juste au moment où Pierre Mauroy pour le PS va demander des explications au SPD allemand. Cette opération du PCF sent, au premier abord, l'artifice : convoquer en deux jours - en juillet - une manifestation, c'est chercher moins à mobiliser les travailleurs qu'à faire une « OPA » sur les gaullistes « indignés » par toute forme de « supranationalité » au détrimentde la réalisationd'un front unique des organisations ouvrières.

Ce n'est pourtant pas le moment d'encourager le chauvinisme anti-allemand sous forme « d'indépendance nationale » au moment où c'est l'internationalisme qu'il faut faire revivre parmi les ouvriers d'Europe afin qu'ils se préparent à s'opposer victorieusement à l'Internationale de Porto-Rico. Ce n'est pourtant pas le moment,de chercher au premier chef à s'adresser aux gaullistes alors qu'il faut prendre tout le temps et toutes les mesures nécessaires à des ripostes de masse unitaires du mouvement ouvrier dans chaque pays et de façon coordonnée, contre le chantage économique, contre les menaces militaires de l'OTAN, contre l'internationale de Schmidt, Giscard et autres Callaghan.

Gérard Filoche

Dirigeant du PRT-ERP en Argentine

MARIO ROBERTO SANTUCHO MORT AU COMBAT

L'etat-major des fORces armées argentines a confirmé que Mario Roberto Santucho avait été tué lundi au cours d'un affrontement avec des forces de sécurité . Le dirigeant du PRT faisait partie d'un groupe de 5 guerilléros tués au cours de la fusillade qui a éclaté dans la petite localité de Gonnet, près de La Plata, au sud de la capitale argentine. Un autre dirigeant du PRT-ERP, Enrique Gorrarerian Merlo aurait également trouvé la mort au cour de cet affrontement.

Nous publions en page 3 des extraits d'un article cadre d'analyse de la situation politique, écrit par Mario Roberto Santucho pour l'organe du parti, El Combatiente, quelques temps avant qu'il ne tombe, un soir de l'hiver argentin, sous les balles des bourreaux en uniformes.

PAS QUATRE, MAIS SIX LONDON

La parution des inédits de London est prolongée ! Nous disposons , non pas de quatre, mais de six inédits. Le premier est une critique d'un livre de Maxime Gorki, l'auteur russe que Lénine admirait tant. Le second, la lettre de démission de Jack London du parti socialiste. Nous continuerons donc la publication.

Dernière minute :

M.Kaddouni rentre à Beyrouth avant d'avoir atteind Damas

M. Farouk Kaddouni, chef du département politique de l'organisation de Libération de la Palestine (OLP), a regagné Beyrouth mardi, en fin d'après - midi avant d'avoir atteint Damas, apprend - on de source palestinienne dans la capitale libanaise.

Aucune explication n'a été donnée au retour du dirigeant palestinien qui devait s'entretenir avec les responsables syriens à Damas et ouvrir la voie à un rapprochement entre le régime syrien et la résistance palestinienne.

Condamnation en série d'ouvriers « hooligans » en Pologne

CES VOYOUS D'OUVRIERS !

- *De 3 à 5 ans pour les travailleurs d'Ursus*
- *De 3 à 6 ans pour les travailleurs de Radom*

Le tribunal régional de Varsovie contre les « sept » d'Ursus impliqués dans la manifestation du 25 juin. Ils ont été condamnés à des peines de 3 à 5 ans. Il s'agit de Miroslaw (21 ans), Gregorz Zielonka (42 ans), Eugenius Dzielak (30 ans), Czeslas Milczarek (27 ans) et Wojciech Czarnecki (35 ans), employés chez Ursus ainsi qu'un vendeur de 29 ans, Josef Jaworski. Un septième manifestant, présenté comme « sans profession », Miroslav Karboviak fait également partie de cette charette. Un autre procès doit s'ouvrir incessament devant le même tribunal, dans lequel sont impliqués 12 autres travailleurs de l'usine de tracteurs d'Ursus. Les défenseurs des condamnés ont qualifié le verdict de « terriblement sévère ». Les accusés ont décidé de faire appel. Ils sont assurés d'être défendus par des avocats proches de l'opposition intellectuelle. La répression à Ursus ne s'est pas cantonnée à l'arrestation de ces 19 travailleurs. Plusieurs centaines d'ouvriers ont été interpellés le lendemain des manifestations de protestations contre les hausses des prix, au début de ce mois. Des témoins ont vu des dizaines de camions les emmener vers Varsovie où ont lieu des interrogatoires, facilitées par les photos que les flics ont prises d'hélicoptères lors des événements.

A Radóm, où les dégats avaient été les plus lourds, la répression a été la plus massive. Non seulement le pouvoir a sur les mains le sang d'un grand nombre de travailleurs (on parle de 17), mais les interpellations ont touché environ 400 personnes. Après un premier procès qui s'est tenu quelques jours, après les manifestations, un second s'est ouvert samedi dernier devant le tribunal régional de cette ville contre 7 « émeutiers ». Le verdict a été plus lourd qu'à Varsovie. Six des inculpés ont été condamné à des peines allant de 4 à 10 ans de privation de liberté. Les accusés, âgés de 18 à 37 ans, se sont entendus accusés d'avoir « attaqué les forces de l'ordre », « pris une part active à des manifestations ouvrières de rue » et « détruits des propriétés sociales ». En bref, d'avoir riposté à l'agression des forces de l'« ordre » contre une manifestation ouvrière .

La bureaucratie polonaise semble décidée à ne plus permettre la répétition de tels événements. Pour ce faire, elle est prête à tout. La répression qu'elle a déclenchée contre les travailleurs qui, dans des dizaines d'entreprises, se sont mis en grève pour riposter aux tentatives « rationalisatrices », est beaucoup plus massive que ne l'avaient cru les observateurs.

Un intellectuel, Jacek Kuron - co-auteur avec Modzelewski d'une critique de gauche du système bureaucratique au cours des années soixante : *Lettre au Parti Ouvrier Unifié Polonais* qui a été publié par les cahiers Rouges - vient d'adresser une longue lettre à Berlinguer pour lui demander d'intervenir contre la répression qui frappe la classe ouvrière polonaise, la campagne de mensonges et de calomnies qui a été lançée par les autorités. Kuron demande à Berlinguer d'intervenir en particulier pour les travailleurs d'Ursus. Son appel a été publié intégralment par le journal italien *Il Tempo. L'Unità* en a mentionné certains passages. Jacek Kuron qui est âgé de 40 ans a été convoqué dimanche soir pour faire une période militaire de 3 mois sur la frontière orientale...

Face à la répression qui s'abat sur les travailleurs polonais et les intellectuels oppositionnels, les révolutionnaires doivent exprimer leur solidarité. Il s'agit d'exiger des autorités polonaises la libération immédiate de tous les emprisonnés, la cessation de toute poursuite.

AUJOURD'HUI JOURNEE D'ACTION CGT-CFDT

Aujourd'hui 20 juillet, l'union régionale CGT de Paris organise une journée d'action pour exiger le droit au travail, l'arrêt des licenciements, des crédits pour la création d'emplois et l'amélioration du système d'indemnisation du chomage. Une manifestation se déroulera à 17 heures devant le siège du CNPF avenue Pierre Ier de Serbie. A Paris, des cortèges de voitures se formeront à partir de 17 h. Des tracts seront distribués à la population, aux usagers des services publics. Le Comité Inter Syndical du Livre Parisien CGT appelle l'ensemble des travailleurs du Livre à se joindre à cette journée d'action.

international

AFRIQUE DU SUD

« S'ASSEOIR SUR UN VOLCAN POUR L'ETEINDRE »

- *Tension dans les banlieues dortoirs de Johannesburg*
- *Un ordre de grève générale circulerait*
- *Des leaders nationalistes noirs arrêtés*

Une extrême tension continue de régner en Afrique du Sud depuis les affrontements du mois dernier, qui avaient fait 176 morts et 1 200 blessés. Les exceptionnelles mesures de sécurité prises par les forces de police sud-africaines semblent en tous cas renforcer la population noire dans sa détermination contre le régime d'Apartheid. Ainsi la fermeture des écoles et l'interdiction de réunion pour certains hauts fonctionnaires équivaut « *à s'asseoir sur un volcan pour tenter de l'éteindre* ». Aprés la mise en état d'alerte des forces de police dans les régions de Johannesbourg et dans le Witwatersrand de Prétoria, le gouvernement est en butte à l'opposition blanche qui lui reproche son imprévoyance du mois dernier et son refus de s'attaquer à la véritable racine du mal. Un porte parole du Parti Uni (opposition) a déclaré qu'il pensait que « *la situation ne pourrait que se détériorer tant que n'auraient pas été accordés les droits civiques complets à l'Africain urbanisé* ». Quand au Dr Beyers Naude, directeur du Christian Institute, il a récusé les mesures de police et affirmé la nécessité de faire disparaître toutes les formes d'injustice raciale et de discrimination.

En attendant, c'est par dizaines que l'on relève les actions sporadiques comme la série d'incendies allumés en divers endroits du pays. Deux bâtiments d'un collège de formation d'enseignants africains ont brûlé à Fort Hare et les dégâts sont estimés à 25 000 dollars. C'est la même université qui avait été la semaine dernière le theâtre de trés violents affrontements entre policiers et étudiants. La cour de justice de Kempton Park où devaient comparaître 11 Africains inculpés à la suite des émeutes de juin à Tembisa, a également brûlée . On relève aussi les incendies d'une église catholique et d'un restaurant pour blancs (dont le patron avait refusé de recevoir des noirs) prés d'Alexandra.

Mais ce qui retient le plus l'attention, c'est l'appel à une grève générale par tracts distribués dans les banlieues dortoirs de Johannesgurg. Ces tracts appellent la population noire à rester chez elle et à créer des troubles pour disperser l'attention de la police.

Pour prévenir tout incident des opérations de « prévention » ont été effectués. Au cours des derniers jours neuf responsables au moins, de mouvements et associations nationalistes noires ont été arrêtés, parmi lesquels le président national de la Black People's Convention (BCP), Kenneth Rachidi et un ancien secrétaire national de l'organisation des Etudiants d'Afrique du Sud (SASO), Jarius Kokong.

F. Tenaille

Le roi de Zanzibar

« On n'est pas venu pour se faire engueuler, on est là pour voir le défilé... » chante Boris Vian sur le passage du roi de Zanzibar. Hier, à Paris, c'était Ahidjo. Rue de Rivoli, à midi les employés de bureau, pressés, n'y songent pas. Pour les intriguer, on déploie un véritable dispositif de gardes mobiles en tenue d'été, on met des barrières, on bloque la circulation, et, forcèment, ça crée des attroupements, des questions se posent, les gens regardent, s'attardent, ont du mal à se frayer un chemin. Il fait chaud. Quelques livreurs en camionnettes s'impatientent. Dans le café du coin, le patron marmonne : « *Ah, c'est le Cameroun,... un roi négre.. Y viennent chez nous chercher de l'argent puis, aprés ils nous foutent dehors de chez eux,... passez-moi une bombe que je fasse sauter tout ça... oui, oui, c'est tous des noirs...* » l'homme au costume gris qui mange un croque monsieur au comptoir lève le sourcil, et puis reprend une bouchée comme si de rien n'était : lui, qui est un flic et qui est là pour protéger Ahidjo, il pense à peu prés la même chose que ce patron de café, les paroles en l'air ça ne fait pas de mal, ça ne pertube pas son service. Le « roi négre » passe. Les touristes se sont renseignés auprés des agents serviables : qui c'est ? à quelle heure ? qui sera avec lui ? ... la circulation est dégagée, premiers motards, voitures noires, des généraux galonnés d'abord, des civils jeunes et bien nourris, des officiels camerounais, puis un gros paquet de motards en tenue blanche et au milieu, le gros Ponia remplissant à ras bord une GS où il doit y avoir Ahidjo. Ça passe vite, les gens forcés de s'arrêter, regardent le dictateur, sans savoir, les yeux vides, puis la vie reprend, les flics en civil se décontractent, les CRS retirent les barrières, les employés de bureaux courent, juste le temps de manger avant la reprise. L'assassin des peuples camerounais vient de passer devant un petit échantillon de population indifférente, ignorante de ses crimes.

LIBAN

UN EMISSAIRE DE LA RESISTANCE A DAMAS ?

Réconciliation ou non réconciliation entre la Syrie et l'OLP, telle est la question qui polarise l'ensemble des analyses ou commentaires sur la situation au Liban. Alors que chaque jour qui passe voit s'allonger la liste des morts, alors que tout le monde prophétise une continuation des combats, l'éventuelle rencontre antre le président syrien Assad et Yasser Arafat est pour beaucoup d'« o servateurs » un espoir de voir se terminer une guerre civile qui dure depuis plus de seize mois.

La phase actuelle de la guerre civile est décisive. Pour la première fois depuis la guerre d'octobre 1973 contre l'Etat sioniste les régimes arabes ont reconstitué leur unité. L'accord du Sinaï entre Israel et l'Egypte, la stagnation de tout arrangement avec la Syrie avaient tendu les relations entre Le Caire et Damas.

Mais face à la liaison croissante entre les masses libanaises et la résistance, aux victoires du camp progressiste qui renforcaient l'autonomie de la direction palestinienne dans ses relations aux régimes arabes, une action unie de l'axe Egypte-Syrie-Arabie Séoudite s'imposait.

Les méfiances passées n'ont sans doute pas été entièrement applanies. Les remous qu'a suscité l'intervention syrienne dans le monde arabe à ses débuts le démontre. La crainte d'une hégémonie de Damas au Liban existe toujours. Cependant les intérêts communs des régimes concernés ont fini par effacer les différences de « sensibilité ». L'enjeu a trop d'importance.

La période présente est analysée par tous ces pays comme étant très propice à un accord avec Israel, accord parrainé par l'impérialisme américain. La condition au succès de l'entreprise réside dans l'appréciation qu'ont les Etats unis de la stabilité dans la région après la mise en place du réglement. La guerre civile libanaise, la capacité des régimes arabes de la conclure au profit de la réaction sont, donc, un test décisif. La réconciliation Arafat Assad est en fait, la volonté de concrétiser la défaite politique de la résistance. Les conditions mises par Damas au recul de ses troupes le confirme.

Il s'agit de l'envoi immédiat d'une délégation de l'OLP en Syrie, de l'arrêt des campagnes de diffamation contre Damas et ses alliés libanais de l'engagement de la résistance à respecter les accords contrôlant son activité au Liban.

La suite qu'il convient de donner à l'invitation en Syrie divise les organisations palestiniennes. Après ce refus de dépêcher Arafat, un autre dirigeant de l'OLP pourrait néanmoins s'y rendre incessament.

Car si la direction de la résistance ne peut accepter sans condition le diktat des régimes arabes, elle tente de renouer un contact qui lui éviterait une déroute militaire sur tous les fronts libanais. La menace d'une nouvelle offensive contre ses positions dans la montagne l'incite au dialogue.

SUISSE

DEUX SOLDATS D'UN COMITE CONDAMNES

Après les 5 procès militaires contre des soldats et des antimilitaristes l'année passée, c'est la justice civile bourgeoise qui a repris le flambeau de la répression en Suisse. Deux membres du comité de soldats de Bâle ont été condamnés le 14 juillet par un tribunal civil à 9 et 4 mois d'emprisonnement avec sursis pendant 4 et 2 ans.

Après ce procès qui se préparait depuis 17 mois, la collaboration entre l'armée et la police et les juges estporté à son comble. Au printemps de 75 , les deux membres du comité de soldats sont arrétés et placés au secret, l'un durant six semaines... ils sont accusés d'avoir participé à la rédaction et à la diffusion du journal des recrues de la caserne de Wangen ! Parallélement, cinq recrues sont arrétées et passent rapidement devant le tribunal militaire qui les condamne selon une procédure sommaire à plusieurs mois de prison avec sursis pour le contenu des articles de leur journal de caserne.

C'est donc le même procès qui vient de se répéter, mais cette fois avec des juges civils. Le principal accusé, Spillman s'est même vu condamné en tant qu'éditeur, responsable du journal du comité de soldats de Bâle « Links um » (A gauche, gauche !) . Les juges ont été contraints de reconnaitre qu'il n'était pas l'auteur des articles incriminés, mais cela ne les a pas empêchés de le condamner, appliquant là une juridiction en complète contradiction avec la constitution, qui exclut expressement les délits d'opinion et la responsabilté collective.

D'autres élements démontrent que le lobby militariste suisse s'est donné les moyens de pratiquer une chasse aux sorcières contre les antimilitaristes qui n'a rencontré jusqu'ici qu'une riposte insuffisante de la part du mouvement ouvrier.

Ainsi les actes du procès contenaient à l'origine les transcriptions d'écoutes téléphoniques entre Spillman et son avocat qui, en outre, avait été victime d'un chantage de la part de l'ordre des avocats pour qu'il renonce à faire de ce procès un procès politique !

Le déroulement du procès lui-même démontre à quel point les accusés et leurs avocats ont été intimidés. Ils se sont globalement contentés de nier que les articles aient constitué un quelconque appel à l'indiscipline.

Cette lourde représsion contre les antimilitaristes a de quoi inquiéter. Les premiers visés sont les mouvements de comités de soldats et les divers mouvements d'objecteurs de conscience. La justice militaire et la justice civile se donnent la main pour contrôler le contenu de toutes les publications critiques vis-à-vis de l'armée.

Mais derrière eux cette répression vise autant les organisations révolutionnaires et le mouvement ouvrier en général. A la première occasion, la bourgeoisie suisse ne se privera pas de pratiquer la même inquisition à l'égard de publications appelant les ouvriers à réfléchir sur l'arme de la grève. Déjà un ouvrier de la Ligue Marxiste Révolutionnaire s'est fait licencier en mai à Zoug pour avoir signé un tract appelant ses camarades à discuter en assemblée de la nécessité de faire grève pour empêcher l'érosion de leurs salaires.

aux quatre coins du monde

RHODESIE

Quatorze tués au cours du week end, tel est le bilan d'affrontements survenus entre les forces rhodésiennes et des guérilléros nationalistes qui tentaient de franchir la frontière, selon les informations officielles. Avec la recrudescence des actions militaires des nationalistes zimbabweens, c'est à 517 que s'élève le nombre des nationalistes tués au cours d'opérations et à 52 celui de soldats rhodésiens. On apprend également qu'un des dirigeants de l'ANC tendance Muzorewa, le pasteur Henry Kachidza, a été arrété.

ETATS-UNIS

La Fédération syndicale AFL-CIO a annoncé lundi officiellement son soutien à la candidature de Jimmy Carter et Walter Mondale aux élections présidentielles. Le conseil exécutif de l'AFL-CIO a pris cette décision à Washington en approuvant la « plate-forme » adoptée par la convention du parti démocrate. L' AFL-CIO, qui regroupe environ 14 millions de salariés a soutenu la plupart des candidats démocrates à la présidence, à l'exception du sénateur Georges Mc Govern en 1972.

ESPAGNE

Environ 15 000 personnes ont défilé lundi à Vallecas, quartier ouvrier de la banlieue de Madrid, pour demander la réintégration dans plusieurs entreprises d'employés licenciés. Bien que la manifestation ait été autorisée la police est cependant intervenue pour disperser les derniers manifestants qui après la dissolution du cortège criait « demain, l'Espagne sera démocratique ».

PEROU

L'épuration se poursuit au Pérou, où le gouvernement a écarté lundi du pouvoir certaines personnalités de la « gauche » militaire. Alors que les principales villes vivent toujours sous une stricte surveillance militaire et que les journaux indépendants restent fermés les ouvriers ont été avertis par le gouvernement que les grèves et les arrêts de travail étaient interdits. Un des principaux collaborateurs de l'ancien président Velasco, M. Augusto Zimmerman a d'autre part été arrété, tandis que Gustavio Espinoza, membre du comité central du PC péruvien et leader syndical connu, était également arrété mais remis en liberté lundi.

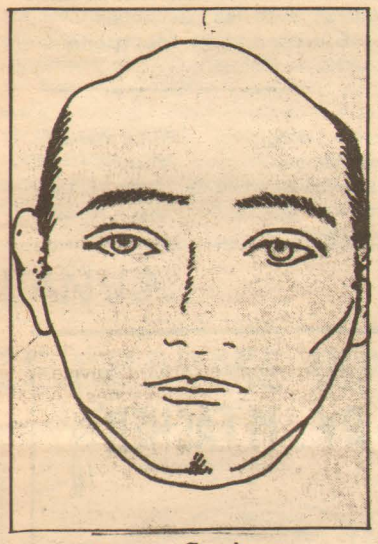
international

Lundi, Mario Roberto Santucho est mort au combat

« nous, militants du PRT, saurons nous acquitter pleinement de notre mission révolutionnaire.»

Mario Roberto Santucho
Avril 76

Roberto Santucho.



Enrique Gorriaran

Depuis le coup d'etat militaire du 24 mars, les assassinats de militants ouvriers et de membres des organisations révolutionnaires se sont multipliées. C'est làle produit de la résistance menée par la classe ouvrière à la surexploitation et à la repression brutale qui se sont abattues sur elle.La place particulière que nous accordons aujourd'hui à la mort au combat de Mario Roberto Santucho et de Gorr¡aran Merlo ne doit pas faire oublier que chaque jour des centaines de travailleurs ont été assassinés, jour après jour, abattus à la porte des usines, dans les locaux ouvriers ou dans le combat contre les forces de repression.

Tous méritent notre respect, notre soutien, notre solidarité révolutionnaire, au delà des ddivergences politiques qui peuvent nous séparer.

Mais les deux militants qui viennent de tomber sous les balles de la soldatesque de Videla et leur mort prend un sens particulier pour le mouvement révolutionnaire argentin et inter national, par le rôle qu'ils ont joué des années durant à la direction du Parti révolutionnaire des travailleurs (P.R.T.) et de l'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P.).

Le PRT, qui est l'une des plus importantes organisations de la gauche révolutionnaire argentine, est né en 1963 de la fusion de deux organisations, le Front révolutionnaire indoaméricain populaire (FRIP) dirigé par Mario Roberto Santucho ,et le groupe Palabra Obrera, d'origine trotskiste.Au 9e congrès de la 4e internationale, en 1969, le PRT devenait la section argentine de l'Internationale.Au cours du 5e congrès du PRT, le 29 juillet 1970, est décidée la formation de l'Armée révolutionnaire du peuple.

La première action militaire signée par l'ERP fut la prise du commissariat de Rosario, après une série d'action des commandos régionaux.

Largement influencée par les expériences des guerres populaires chinoises et surtout vietnamienne, le PRT et l'ERP devaient capitaliser une bonne part de l'avant garde large qui a surgi en Argentine après l'insurrection partielle du Cordobazo en 1969.Alors que des divergences sur la stratégie de la guerre révolutionnaire prolongée, la tactique de construction d'une armée révolutionnaire du peuple et l'édification de zones libérées amenaient le PRT ERP à rompre poliquement avec notre courant, l'organisation continuait de se manifester sous la dicature militaire par une activité sans cesse croissante, surtout au niveau militaire .

Légalisé un court moment, sous la présidence Campora, le PRT devait alors developper un important travail légal, au travers surtout de sa structure frontiste , le Front antiimpérialiste pour le socialisme(FAS).

Ayant créé son premier peloton en 1972 ,l'ERP devait bientôt constituer plusieurs compagnies dans différentes régions du pays, y compris en ouvrant dans la région de Tucuman un front rural en estimant qu'à cette étape devenait necessaire la constitution d'une armée de type régulier.

Durant toute l'existence du PRT et jusqu'au jour de sa mort, Mario Roberto Santucho joua un rôle décisif dans l'organisation comme secrétaire général du PRT etleader de l'ERP.C'est lui élaborait les principaux textes et éditoriaux du periodique, El Combattiente.

Arrêté pour la première fois en1970, il s'échappait malgré ses blessures de l'hôpital militaire où il était détenu.Repris en août 1971 il participa, avec Gorriaran Merlo entre autres , de la fameuse évasion du pénitencier de Rawson ,situé en pleine Patagonie;après avoir détourné un avion commercial, Santucho et Gorriaran Merlodevaient arriver à Santiago avant de se rendre à Cuba.

Tous deux devaient retourner quelques semaines après, poursuivre la lutte dans la clandestinité en Argentine.

Gorriaran Merlo écrivit à plusieurs reprises les éditoriaux d'El Combattiente et participa à de nombreuses conférences de presse. C'est lui qui prit la parole lors du meeting w à Buenos Aires , en face du Parlement lorsque le PRT fut légalisé sous Campora. C'était le 22 août 1972, jour anniversaire de l'évasion de Rawson et du massacre ultérieur de 16 militants révolutionnaires repris à la base aérienne de Trelew

La mort de Santucho et de Merlo est un terrible coup porté à la résistance argentine.Mais les chiens de guerre de Buenos Aires auraient tort de pavoiser.La résistance,affaiblie, n'est pas morte . D'autres dirigeants surgiront, du creuset des luttes entamées par les travailleurs argentins contre la dictature.La mort de Mario Roberto et de ses camarades trace aussi pour nous l'importance de la solidarité active que nous devons développer pour soutenir cette lutte.

HAN MUERTOS REVOLUCIONNARIOS. VIVA LA REVOLUCION !

ARGENTINS, PRENONS LES ARMES !

L'usurpation du pouvoir par les militaires et l'intensification de la répression antipopulaire mise en oeuvre par cette nouvelle dictature constitue un défi pour l'ensemble du pays et marque le début d'une phase évolutive de la lutte révolutionnaire. Cette nouvelle situation intervient dans une période dont l'importance historique est décisive où l'on peut déjà voir l'avant garde de la guérilla s'avancer, décidée et combative.

La faillite du péronisme et ce coup d'Etat militaire, ouvertement réactionnaire, placent le peuple argentin devant la responsabilité historique d'une rebellion de masse qui soit capable d'assumer le rôle de guide pour l'ensemble du pays , d'affronter avec courage les sacrifices inéluctables, afin de mettre en marche , sous l'impulsion de notre forte classe ouvrière, la victorieuse guerre révolutionnaire de notre seconde (et définitive) Indépendance.

Cette responsabilité historique devant laquelle nous nous trouvons placés, sera assumée avec force par notre peuple, notre parti et notre armée de guerilla et par toutes les forces progressistes de notre pays, en organisant et en renforçant la résistance populaire, en avançant vers l'unité de la classe ouvrière, du peuple et de tous les citoyens réellement démocratiques, en stimulant de larges mobilisations de masses, en employant tous les moyens et toutes les formes de lutte possibles, en développant le travail politique chez les soldats et les sous-officiers, en détruisant énergiquement l'establishment ennemi et en construisant résolument et de manière professionnelle les forces révolutionnaires politiques et militaires

I ne s'agit pas d'un régime provisoire

Le régime qui vient de s'instaurer avec le coup d'Etat de Videla n'est pas un régime provisoire, mais c'est le type même de gouvernement que les forces bourgeoises-impérialistes ont décidé de se donner pour détruire les forces révolutionnaires argentines.

Notre parti prévoit effectivement que ce gouvernement sera le type même de gouvernement que nous devrons affronter tout au long de notre guerre révolutionnaire. Il n'y aura plus d'élections démocratiques bourgeoises. Il ne sera possible de mettre ce gouvernement en déroute que lorsque nous possèderons les grandes forces révolutionnaires politiques et militaires.

Les militaires ne se retireront jamais, car cela signifierait une capitulation complète et définitive. De plus il n'y a aucune force de rechange, qui dispose d'une réelle influence au niveau de masse, qui puisse permettre aux militaires de gagner du temps et de se réorganiser.

Les échéances

Le temps qui sera necessaire à la classe ouvrière et au peuple argentin pour réussir à abattre le nouveau régime dictatorial, dépendra, en plus des conditions objectives liées à la profonde crise économique et sociale, de deux facteurs fondamentaux, à savoir le rythme de développement des forces révolutionnaires et l'évolution de la situation internationale.

Dans un processus de guerre révolutionnaire prolongée, faite d'une suite de luttes armées et non armées, pacifiques et violentes, légales et illégales, avec l'éclatement d'insurrections partielles et la libération progressive de régions entières, les forces révolutionnaires politiques et militaires du peuple argentin se construiront petit à petit : le Parti Révolutionnaire, l'Armée de guerilla et le Front de Libération National. Plus vite ces forces réussiront à se développer, plus bref sera le temps nécessaire pour abattre le parti militaire.

Les récents accords de Montevideo contresignés par les armées américaines ratifient les formes d'intervention conjointes et la participation de l'armée nord-américaine n'est pas exclue dans les pays menacés par des mouvements insurrectionnels.

Mais les projets interventionnistes des accords de Montevideo ne pourraient se concrétiser que si la situation internationale le permettait.

La possibilité de neutraliser une éventuelle intervention étrangère ne dépend pas, pour une large mesure de nous, mais des développements de la situation politique internationale.

Au contraire, le rythme de développement des forces révolutionnaires argentines dépend totalement de la force d'initiative des avant-gardes ouvrières et populaires, de leur lien avec les masses, de leur préparation politique, de leur combativité, de leur inspiration prolétarienne, de leur esprit de sacrifice, de leur engagement, de leur courage et de leur efficacité. Plus vite nous parviendrons à construire une véritable unité révolutionnaire dans un Parti prolétarien unique, dans une Armée révolutionnaire unique, plus vite nous parviendrons à construire le Front de libération national, plus la croissance et la consolidation de ces organismes sera rapide, grâce à la somme de contributions de chaque révolutionnaire argentin. Plus brève sera notre guerre, plus faibles seront les souffrances de notre peuple.

Les tâches importantes de la Résistance

Comme l'avait déjà relevé notre parti dans ses prévisions correctes sur les intentions golpistes des militaires, et comme il ressort clairement du programme et des mesures prises par la junte, l'aventure entreprise par l'establishment réactionnaire représente une déclaration de guerre en bonne et due forme contre la classe ouvrière et le peuple argentin et marque ainsi le début d'une guerre civile généralisée .

Dans cette situation, nous devons réaliser une série de tâches fondamentales pour réaliser le programme de la resistance antidictatoriale, antiimpérailiste et socialiste. En prenant comme axe le prolétariat industriel, en intensifiant le rythme du travail révolutionnaire au sein des entreprises les plus importantes, nous devons lutter et réaliser les mobilisations les plus larges possibles autour de chaque type de revendication: sur les problèmes spécifiques des entreprises, des quartiers, de la campagne, de l'école et de l'université, des jeunes et des femmes, de la solidarité avec les prisonniers politiques, de la défense des droits de l'homme et des libertés democratiques. Nous devons faire converger toutes ces revendications dans la formation et le développement d'un Front Antidictatorial, Démocratique et Patriotique.

Sur le plan militaire, la consolidation de l'Armée du Peuple, le renforcement des détachements existants et la création de nouveaux, l'impulsion de l'autodéfense de masse, les tâches de proselytisme militaire au sein des détachements ennemis, destiné surtout à neutraliser les troupes au niveau des soldats et des sous-officiers sont les tâches fondamentales.

Nous devons amplifier et intensifier notre activité internationale pour la juste cause de notre peuple.

La nouvelle étape décisive dans laquelle nous nous trouvons donne à notre parti sa dimension historique. Notre responsabilité collective est grande ; d'autant plus grands doivent être notre conscience, notre courage et notre détermination à vaincre.

Etroitement unis autour du Comité Central, en suivant le valeureux exemple de nos héros et de nos martyrs, nous militants du PRT, nous saurons nous acquitter pleinement et dignement de notre mission révolutionnaire.

Mario Roberto Santucho

politique

SECHERESSE

Un reportage chez les paysans de Loire Atlantique

DU FATALISME A LA COLERE ?

Après avoir évoqué hier les problèmes de l'exploitation de Jean C. à Pannecé, nous passons aujourd'hui à ceux de l'exploitation de Paul B., un autre paysan travailleur de Loire Atlantique, située près d'Ancenis, dans la commune de Vritz.

Les plantes de maïs qui ont réussi à sortir de terre (DR)

Paul B. est un jeune agriculteur qui s'est installé il y a quelques années en s'associant avec son père sur une trentaine d'hectares à Vritz (Loire Atlantique).

Il gagne actuellement, comme Jean C. à Pannecé, 2 000 F par mois, et en consacre un peu moins de la moitié au paiement des traites pour son habitation (une maison qu'il a fait construire après son mariage). En dehors de ces 2 000 F, tout passe dans le remboursement des emprunts consentis pour l'équipement et la modernisation de son exploitation.

Maïs irrigué : des dettes et du travail en plus

La majeure partie de celle-ci est consacrée à la culture du maïs irrigué.

Nous reviendrons demain, dans un article plus général sur la distribution de l'eau à la campagne, sur les nombreux problèmes posés aux B. par leur installation. Mais disons dès aujourd'hui qu'expérience faite, Paul B. ne croit pas à un système d'irrigation individuel, sinon pour les gros agriculteurs évidemment. L'eau est par ailleurs aujourd'hui un grave problème à Vritz, même au niveau des robinets : il faut dire, note Mme B., alors que la commune voisine de Candé dispose d'eau en abondance, on va chercher l'eau de Vritz à Saffré (35 km de distance) ; question de frontières administratives et de traditions aberrantes.

Pour lui même, Paul B. tire le bilan : non pas plus de sécurité, mais des frais supplémentaires, un peu plus de dettes et de travail à fournir. C'est le contraire en somme de ce que les agriculteurs seraient en droit d'exiger.

Tout de même, le maïs a mieux résisté chez Paul B. que dans les champs non irrigués. Mais d'une part la sécheresse, malgré les dernières pluies, ne lui a pas permis de donner le rendement élevé qu'on avait promis aux B. ; et d'autre part, l'état du maïs autant que les besoins locaux rend plus que souhaitable l'annulation du contrat maïs-grains et l'ensilage pour le bétail. Il faudra pour cela négocier avec la CANA.

Les autres productions ont aussi souffert de la sécheresse

L'exploitation de Paul B. est intéressante à un second titre : c'est qu'elle comporte, de façon minoritaire il est vrai, la présence d'autres activités et cultures, qui ont elles aussi souffert de la sécheresse. Ainsi, nous avons dit hier comment Paul B., à l'exemple d'autres éleveurs, avait dû vendre cette année une partie de son capital bétail.

Il a semé cette année un hectare d'orge pour diminuer ses charges ; mais il n'en a récolté que 15 quintaux en raison de la sécheresse. Il comptait encore sur son blé pour faciliter sa trésorerie cet été. Mais la croissance du blé a été précipitée par la sécheresse et tandis que Paul B. le moissonnait l'autre jour, son père estimait à 40 % de moins que prévu la récolte de ce blé, récolté quinze jours avant la période normale de maturité.

Pour le lait enfin, livré à la CANA, Paul B. est logé à la même enseigne que les autres producteurs de l'Ouest : la « peréquation » été-hiver, qui a fait baisser le prix de presque 2 centimes le litre pour les mois d'été (où le lait est en principe plus abondant), n'a pas été révisée en fonction de la baisse de quantité consécutive à la sécheresse (rappelons que les Paysans-Travailleurs demandent la suppression de cette péréquation qui favorise surtout les gros producteurs et les coopératives).

Vivre de son travail

Les difficultés financières risquent donc d'être graves malgré tout le travail fourni. Mme B. nous fait part de son découragement : « on se demande quelquefois si on va continuer à travailler la terre ; mais que faire ailleurs ? ». La pluie de ces derniers jours a quand même redonné les forces pour travailler. Un peu d'espoir « quand même » est revenu aux paysans du coin en même temps qu'un peu de vert aux prés encore non brûlés par le soleil, un peu de vigueur, au maïs planté assez tôt, un peu d'espoir aussi dans les cultures tardives.

Mais en septembre, dans l'ouest et ailleurs, pour les petits et moyens paysans, modernisés ou traditionnels, sur le plan des échéances financières ou celui du simple revenu, les questions se poseront avec beaucoup plus d'ampleur encore.

Beaucoup accusent encore le ciel, les calamités naturelles, voire se tiennent eux-mêmes pour responsable de leurs difficultés. A Teillé, un petit agriculteur qui s'était endetté pour s'acheter un tracteur l'an dernier s'est suicidé récemment, se jugeant déshonoré parce qu'il ne pourrait faire face aux échéances ; près de Nantes, un autre s'est donné la mort après avoir vu mourir ses vaches, faute d'un fourrage assimilable par leur organisme. Ce sont deux cas extrêmes.

Mais le fatalisme, le silence sont encore très répandus, entretenus par le syndicalisme officiel aujourd'hui dominant (FNSEA). Les difficultés à prévoir cet automne vont-elles remplacer ce fatalisme par la colère, septembre verra-t-il les paysans entrer massivement en lutte pour défendre, comme les ouvriers dans les villes, leur droit au travail, et à vivre de ce travail ? Paul B. l'espère, comme tous les Paysans-travailleurs, qui auraient leur place à tenir dans un tel mouvement. La résignation aura peut-être, avec la sécheresse de cette année, atteint enfin ses limites, même si beaucoup reste à faire.

Nous reviendrons d'ailleurs sur ces questions dans un prochain article.

F.Pillet

• **Les aliments pour le bétail ont augmenté de 8,75%** *depuis lundi. Ainsi les industriels n'ont pas tardé à s'assurer des profits consistants, au vue de l'augmentation considérable de la demande à prévoir pour les mois qui viennent. Pour faire passer la pilule, on annonce la mise en vente d'un aliment « au rabais » qui ne coutera qu'un franc le kilo. Mais pour quelle valeur nutritive ?*

ARMEE

LES 8 DU LARZAC LIBERES

Le quartier du palais de Justice était ce mardi matin entièrement bouché par les forces de police. Il s'agissait d'interdire l'accès au tribunal aux quelques 200 personnes venues soutenir les paysants du Larzac. La cour d'Appel éxaminait à 8 h 30 la demande de mise en liberté provisoire déposée en leur nom par Maître Félice.

Les flics interdisaient toute circulation dans la rue Foch, une rue centrale en haut de la ville, provoquant le mécontentement de nombreux livreurs et de tout ceux qui se rendaientà leur travail à cette heure.

Les manifestants s'étaient rassemblés dans le calme à l'appel du Comité Larzac, du PS, du PSU, de la LCR, de l'OCR-GOP et d'une dizaine de mouvements écologiques et non-violents. Il durent attendre deux heures et demi avant que ne soit connue la décision du tribunal : les huit encore emprisonnés étaient libérés immediatement !

C'est une victoire importante, la première remportée depuis le début de l'affaire de l'occupation de l'antenne du Genie-Domaine. Elle inflige un revers aux juge de l'Aveyron qui avaient distribué des peines plus lourdes que celles demandées par le ministère public.

Mais le procès de fond viendra en septembre prochain. D'ici là, il ne faudra pas relâcher la mobilisation. Pour commencer, il faut être nombreux ce dimanche 25 à Montredon du Larzac avec les paysants

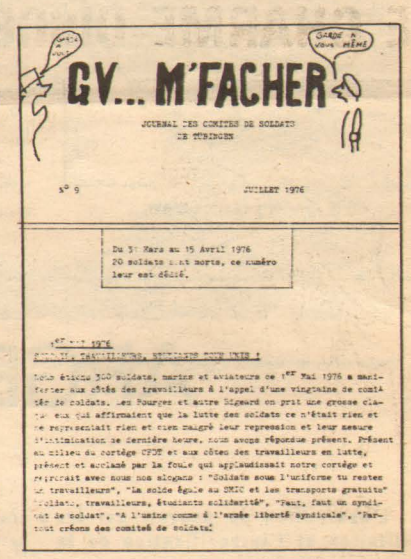
Correspondant Montpellier.

A ALTKIRCH, LES COSAQUES SE REBIFFENT

Au régiment de husards d'Altkirch, deux hussards suspectés d'avoir participé à la distribution du journal *« Les cosaques se rebiffent »* avaient pris 60 jours d'arrêt de rigueur et avaient été mutés à Charleville et Nancy. Ils n'ont finalement pas purgé leur peine. On espére qu'ils vont être libérés en même temps que leurs camarades de la 75 /08 .

L'UD-CFDT DE HAUTE-GARONNE CONTRE LA REPRESSION

L'UD-CFDT de la Haute-Garonne communique : *« Notre camarade Dominique Poggi effectuant son service militaire à Colmar est aujourd'hui aux arrêts. Militants CFDT-PTT, il a été arrêté sur le simple soupçon d'appartenir à un comité de soldats »* Elle élève *« une vigoureuse protestation contre cette nouvelles atteinte aux libertés fondamentales »* et *« réaffirme le droit pour l'ensemble des militaires au plein excercice des droits constitutionnels du citoyen, y compris les libertés syndicales. Il s'agit donc de reconnaitre aux militaires, et en particulier aux appelés, les libertés d'opinion, d'information, d'expression, de réunion et d'association »* Elle demande la libération immédiate de POGGI et ses camarades.



G.V... M'FACHER

JOURNAL DES COMITES DE SOLDATS DE TUBINGEN

N° 9 JUILLET 1976

Du 31 Mars au 15 Avril 1976
20 soldats sont morts, ce numéro leur est dédié.

NOUVEAU CRU DE « G.V.1 ... M'FACHER »

Pour les comités de soldats, pas de vacances !

« G.V. ...M'FACHER » numéro 9 , de juillet 76 , journal des comités de soldats de Tubingen, est paru. En tête, sur la première page, cette phrase : « du 31 mars au 15 avril 1976 , 20 soldats sont morts, ce numéro leur est dédié »

BRUNO ADELAIDE

Bruno Adelaide est mort lundi d'un accident de moto.Il avait 21ans.Militant CFDT de la SMN de Caen, il était connu et apprécié pour sa façon de discuter, et la faculté qu'il avait d'établir des rapports chaleureux avec les gens.A Chartres, quand il était soldat, il n'était pas resté inactif sous les drapeaux.

Alain, son frère, délégué CFDT à la SAVIEM, mort à 24ans en novembre 75, était militant de la Ligue.Bruno avait de bons rapports avec nous et discutait souvent.

Un torchon nommé Paris Normandie aura trouvé le moyen de faire sur sa mort un couplet de racisme anti—jeune: « Un jeune fou se jette sur un camion» , jouant à la « roulette russe »...

Ces portes plumes ont choisi leur camp.Laissons les à leurs immondices.

Bruno sera enterré aujourd'hui à 16h30 à Ranville, comme un militant: pas de décorum, des prises de parole, des chansons de lutte, l'Inter.Nous partageons le deuil de sa famille.

social

Pendant que Durafour chasse le syndicaliste

CHIRAC CHASSE LE FONCTIONNAIRE

Hier Rouge révélait le contenu d'une circulaire confidentielle envoyée par Chirac à tout le gratin de la haute administration de l'Etat bourgeois : ministres et secrétaires d'Etat.

Son objet : faire face à une situation inquiètante, au développement de certaines formes de lutte chez les fonctionnaires qui entravaient le fonctionnement de la machine administrative.

Brandissant une série de textes, de lois, d'arrêts faisant jurisprudence, Chirac s'appliquait donc à montrer que toute ces formes de lutte (grèves tournantes, grèves surprises, grève du zéle, grèves avec occupation) n'étaient pas inscrites sur les tables de la Loi., et qu'elles devaient par conséquent être réprimées avec la dernière énergie.

Pour bien mettre les points sur les i, il donnait aux ministres et aux secrétaires d'Etat une série de suggestions sur les mille et un moyen de réprimer : retenue d'un trentième de salaire, suppression d'indemnité, sanctions disciplinaires...

Ce souci du détail dans la répression suffit à lui seul à classer un ministre... Mais le juridisme policier de cette prose ne fait malheureusement pas figure d'exception. Dans nombre de pays d'Europe, des tentatives plus ou moins ouvertes de remise en cause du droit de grève des fonctionnaires ont vu le jour. En France même, l'instauration du préavis de grève (d'ailleurs non respecté en 68 , et dans pas mal de mouvements) avait marqué une première étape dans ce sens. C'est maintenant à une nouvelle offensive de ce type qu'on assiste. Offensive éminemment hypocrite, car Chirac feint de se cacher derrière la toute-puissance des textes de la loi. Offensive honteuse puisqu'elle se fait en douce, par le biais d'une circulaire confidentielle, qui n'était pas (on s'en doute) destinée à être publiée. Offensive « courageuse » puisqu'il semble que cela devienne maintenant une habitude pour le personnel politique de la bourgeoisie de choisir les vacances pour faire les pires mauvais coups.

Cette menace est à prendre au sérieux. Elle vise des formes de luttes qui commencent à se répandre chez les fonctionnaires, et qu'on avait vu encore tout récemment chez les travailleurs des impôts.

C'est maintenant la tâche du mouvement syndical d'y répondre.

F.L

Griffet Marseille

L'INTIMIDATION ARMEE

- *Les Griffet voulaient négocier avec les deux représentants de l'administration : ils les retiennent*
- *Le préfet leur envoie les gardes mobiles*
- *Est-ce l'annonce d'une intervention en force contre l'usine occupée ?*

Dix huit mois de lutte et d'occupation d'usine. Griffet déjà. Pendant un an les travailleurs ont touché leurs indemnités 90 %, puis prommesse leur fut faite par les pouvoirs publics (préfet et direction de la main d'œuvre) que l'indemnité chômage terminée, des stages de formation professionnelle dans l'entreprise seraient organisés, en attendant qu'une solution de redémarrage soit trouvée. Mais il ne s'agissait que de promesses et jusqu'à ce jour, ils n'avaient perçu aucune rémunération.

Et voilà que lundi dernier, avant-hier, deux fonctionnaires se présentent devant l'usine. Il s'agit du directeur départemental de la main d'œuvre et d'un inspecteur du travail. Ils viennent parait-il, jeter un coup d'œil sur les dossiers.

Ceux de Griffet, qu'on lanterne depuis le 27 avril à coup de solutions miracles et de stages payés, décident de retenir les deux fonctionnaires, et dans le même temps ils téléphonent à la préfecture pour l'en avertir et rappeler au préfet Aurillac les assurances d'obtenir l'ouverture de négociations.

Mais il semble qu'à la préfecture on ait le sang chaud : à 20 heures, celle-ci rompait les négociations et envoyait dare-dare les flics. Les gardes mobiles encerclaient alors l'usine et les inspecteurs sommaient les « Griffet » de rendre leurs « otages », sinon on *« allait nettoyer l'usine »*.

Devant un tel déploiement de force, les Griffet choisissaient de laisser sortir les deux fonctionnaires : les flics levaient alors le siège et hier matin, il ne restait plus devant la porte de l'usine qu'une énorme grue en travers du portail.

L'intimidation policière n'est donc pas allé plus loin pour l'instant : mais la question de la défense de l'usine face à la soldatesque de Ponia se pose ; or faire en sorte que cette défense soit soutenue par les travailleurs des autres entreprises du quartier n'est donc pas une chose simple... Aujourd'hui dans l'usine toujours aux mains des travailleurs, une conférence de presse doit avoir lieu : la suite de la lutte telle que l'aura définie l'assemblée générale y sera exposée.

En attendant, et alors que le « ménage des boites occupées » a déjà commencé avec Caron, l'IMRO, la plus large solidarité doit se faire pour empêcher que Griffet ne s'ajoute au tableau de chasse du gouvernement.

Correspondant Marseille

LANVIN

LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE...

C'est à rêver ! Les maisons Lanvin, Cardin, Chanel, Patou, Dior et autres ont des chiffres d'affaires de presque 3 milliards par an, alors que leurs salaires sont de 2 046 F !

« Nous faisons aussi les robes de la famille Lanvin, pour la mère, la fille, la petite fille, la belle fille, des robes de collection... la mère Lanvin quand elle nous demande un corsage, nous fait refaire 4 ou 5 fois le col, parce qu'il est trop dur, trop mou, etc... y'a toujours quelque chose qui lui plaît pas.... Elles ont rien à faire d'autres de la journée que leur toilette, aller au coiffeur sortir dans des restaurants... ».

Dans la grève, les filles se sont découvertes, rencontrées. *« La grève nous a beaucoup rapprochées »*. Tous les matins, en AG, elles discutent de l'organisation de la journée, avec vote à bulletin secret, elles occupent les devantures, rue du Faubourg St Honoré, distribution de tracts à la population...

Cette grève, c'est comme une aiguille dans le talon d'Achille de la bourgeoisie ! A côté de ces femmes qui se trimbalent avec la paye d'un ouvrier d'une année sur le dos et celles qui fabriquent les robes, qui n'arrivent pas à être augmentées de 100 F par mois, c'est tellement énorme, que ça donne envie de vomir ou de pleurer ou de prendre un fusil. Les vacances qui approchent vont peut-être permettre à Mr Lanvin de s'en tirer ce coup-ci, mais ce n'est pas évident.

Une lettre des grévistes dit :« Le Syndicat CGT déplore la situation des ouvrières qualifiées ce qui dans les années à venir portera un grave préjudive à l'image de marque de notre pays et au renom mondial de la Haute Couture ». Mondialement réputée le Haute Couture parisienne est admirée, appréciée comme une activité artistique. Cette activité doit son prestige à sa qualité, à la finesse de son travail... le créateur d'une collection Haute Couture ne peut réussir qu'avec notre participation et notre qualification.

A deux pas de chez Giscard, rue du faubourg St. Honoré,à quelques pas de l'Elysée, les 37 ouvrières et les 2 ouvriers tailleurs des 3 ateliers de haute couture de chez Lanvin sont en grève. Celle-ci a été votée à l'unanimité aprés que les commisions paritaires aient refusé toute revalorisation des salaires. La grève est partie le 9 juillet 76. Les gévistes dont les trois quart sont à la CGT, soutenus par la CGT, veulent obtenir 100 F d'augmentation mensuelle. Cette revendication est commune à l'ensemble des travailleurs de la haute couture. Ce fait a été concrétisé le vendredi 16 juillet par une manifestation des Lanvin et des délégation d'autres boites : Ricci, Carven,Cardin,Chanel...à la chambre patronale. Ceci en évitant l'Elysée protégé par un barrage de flics matraques en main !

La grève des Lanvin a été revotée à l'unanimité pour cette semaine. La combativité et le moral sont trés forts : Lanvin doit payer. En effet, les motivations sont appuyées sur de solides scandales : depuis 46, la baisse du salaire est d'au moins de 50 % ; les ouvrières ont à l'heure actuelle un salaire brut de 2 250 F. Depuis 4 ans, il n'y a plus aucune embauche systématiquement les départs ne sont pas remplacés ; *« je ne travaille que depuis quatre ans. quand je suis arrivée, nous étions 20 dans mon atelier, maintenant nous ne sommes plus que douze pour le même travail, il faut travailler de plus en plus vite, à un millimètre près le chef nous fait tout défaire ! C'est vraiment pire que si on faisait de la mécanique de haute précision ! . Malgrè les neuf chefs qui s'agitent comme de bons jaunes qu'ils sont pour finir la collection, elle ne sortira que réduite le 27 juillet, cela signifie que même si nous n'obtenons pas nos 100 F, ils seront obligés de compter avec nous, sans nous pas de collection, car il nous faut une formation très longue et ils ne peuvent pas embaucher pour un « millimètre » près n'importe qui... La collection , c'est des robes allant se vendre de 1 000 000 AF à 2 000 000 AF ... c'est pas nous qui allons les acheter ! nous on a droit à des soldes sur les foulards... Les clientes c'est Mme Dassault, la sœur du Shah, la princesse Paldy d' ran qui, elle, s'en achéte une bonne dizaine par an à 2 millions ! Mm Sacha Guitry, La Begum et Sylvie Vartan se contente de robes de prêt à porter à 6000 AF ! »*

Jeanne Vandale

Pour apporter votre solidarité financière indispensable aux grévistes, vous pouvez envoyer mandats et chèques avec la mention « pour les grévistes »
à Mme Nicole Guedon
16 rue Boissy D'Anglas
Paris 8°

venez discuter et soutenir les grévistes à la même adresse

- **Les unions régionales CGT et CFDT de la construction,** pour la région parisienne, appellent à une journée d'action aujourd'hui. Dans le cadre de l'accord signé en avril par les syndicats minoritaire FO et le patronat, des déqualifications sont intervenues depuis le 1r juillet. C'est pour protester contre cet accord, qu'un rassemblement est organisé à 15 h devant la bourse du travail à Paris. De là un cortège de voitures se rendra devant les deux chambres patronales du Batiment et des Tavaux Publics pour exiger un entretien avec le patronat et lui rappeler les revendications des travailleurs de la construction.

- *A la banque française pour le commerce extérieur, un débrayage a eu lieu mardi, à lappel de la CGT, pour protester contre la baisse du pouvoir d'achat. Cette action avait été précedée de la signature d'une pétition par le personnel, exigeant la satisfaction des revendications.*

Correspondant.

Au centre hospitalier régional de Lille

3e SEMAINE DE GREVE

Les manipulateurs radio du centre hospitalier régional de Lille ont entamé leur troisième semaine de grève. Ils se battent pour l'extension de la prime de 250 francs, l'obtention des 13heures supplémentaires, le retour à un horaire de 35 heures, la reconnaissance de la maladie professionnelle, etc... et ils réclament le paiement des jours de grève. Le mouvement a démarré après le refus de la direction de l'action sanitaire et sociale, organisme de tutelle, d'accorder la prime de 250 francs qu'avait cédée le conseil d'administration. Il devait très vite se heurter à la ferme volonté de la direction de ne *« pas faire de cadeau »*.

Tandis que les grévistes étaient sans cesse renvoyés de l'administration à la préfecture, de là à la mairie (le Maire président du CA est Pierre Mauroy) et ainsi de suite, chaque organisme rejetant sur les autres ses responsabilités, la direction opérait des *« désignations »*, obligeant ainsi 14 personnes à reprendre le travail (bien que les urgences aient toujours été assurées), sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement. Mais l'écho de la lutte s'accroît sans cesse, tant à l'hôpital que dans la population lilloise. Lundi matin, le refus brutal opposé aux grévistes par une commission tri-partite (avec des représentants de la mairie, de la DAS et de la direction CHR) ne les a pas impressionnés, et ils ont reconduit aussitôt le mouvement. Aujourd'hui, face à ce blocage dont ils ont conscience, c'est la grève administrative qui est à l'ordre du jour.

Correspondant

Argus de la presse parlée

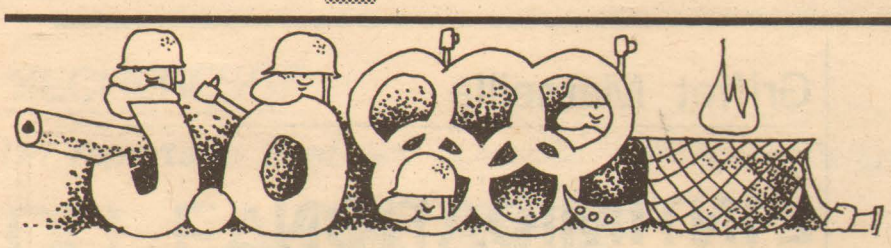
UN PROCES POUR LES FAIRE TAIRE

Trois employés de l'Argus de la Presse Parlée sont depuis quatre mois en grève sans qu'aucune négociation ne soit entamée. Par contre au niveau juridique, l'affaire suit son bonhomme de chemin. Aujourd'hui se déroulait le procès en appel, sur la condamnation de la direction pour atteinte aux libertés syndicales. Celle - ci contestait le fait que l'on puisse assimiler l'Argus de la PRESSE PARLEE avec l'Argus de la Presse Ecrite, autre service appartenant au même patron, avec des locaux commun et une comptabilité commune, mais déclaré au registre de commerce sous un autre numéro. La presse écrite elle, compte80 employés tandis que la presse parlée n'en compte que que quatre. Or toutes les lois tant syndicales que sur les salaires sont plus avantageuses pour les sociétés qui ont plus de 11 employés.

Pourtant le vicomte d'Aramon, patron de l'Argus, avait lui même présenté le service de la presse parlée comme un nouveau secteur de son entreprise lors de sa création.

La cour d'appel devra donc trancher. En attendant, le patron se permet en toute illégalité de bloquer le paiement des congès payés de ses employés grévistes. L'affaire est mise en délibéré.

vie quotidienne



ILS ONT ATTENDU LES JEUX POUR SE METTRE EN GREVE...

De nos envoyés spéciaux à Montréal

La trève olympique,-voilà un mythe auquel n'ont jamais cru les travailleurs de la société des alcools du Québec (SAQ) qui a le monopole de la vente d'alcool excepté la bière et le cidre.

Les employés des magasins de la SAQ ont toujours eu à subir des conditions de travail et de salaire très inférieures à celles du secteur privé. Un commis vendeur manutentionnaire qui travaille à la SAQ , gagne 129 dollars par semaine. Pour un emploi équivalent dans les grandes chaînes alimentaires un travailleur gagne 195 dollars par semaine.

En lutte pour un nouveau contrat de travail depuis plus d'un an, les employés de la SAQ ont attendu l'ouverture des J.O. pour déclencher la grève et ainsi fermer la plupart des magasins de la SAQ, notamment á Montréal. Cette grève, votée à 90 % par les travailleurs, a été imposée contre l'avis de l'exécutif syndical qui demandait que soit respectée la fameuse « trève ». Pour mener à bien leur lutte, les travailleurs ont constitué des piquets

mobiles pour organiser la fermeture des magasins restés ouverts et freiner la livraison des stocks en sabotant les cadences.

Dès lors,« miracle des jeux », deux semaines à peine auront suffi pour obtenir satisfaction sur bien des revendications : considèrable augmentation de salaire, retrait de toutes les poursuites engagées contre les grèvistes, un mois de vacances pour trois ans d'ancienneté.

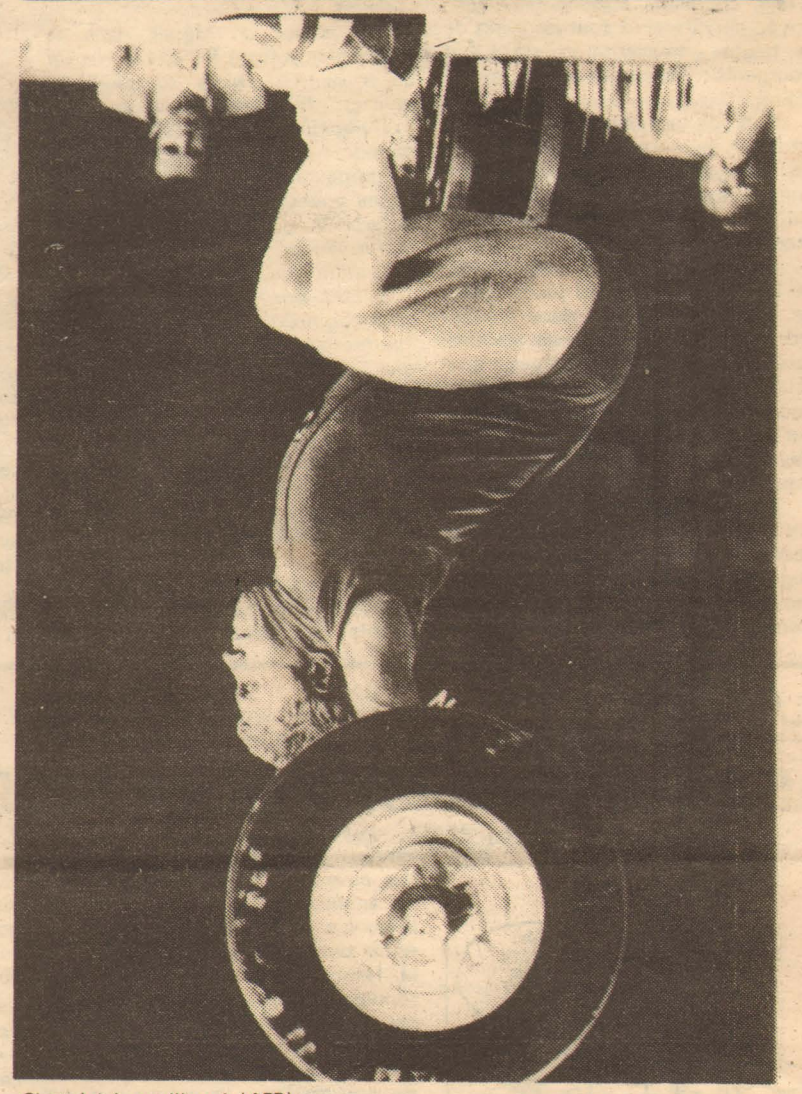
D'aucuns prétendent à Montréal que la perspective des Jeux Olympiques « à sec » et la crainte de voir la mâne touristique s'envoler ne sont pas pour rien dans la rapidité de ce réglement...

La Coubertinade du jour

Chose promise, chose due... Un petit morceau choisi de Coubertin (Pierre d), 1863-1937, inventeur des J.O. et théoricien de l'olympisme, chaque jour dans Rouge. C'est tiré de l'*Education anglaise*, un ouvrage qui développe la théorie de l'élite et dans la lignée duquel Coubertin alla, en 1936, s'adresser sur les ondes de Radio Berlin aux coureurs d'Olympie Berlin... Hitler était au pouvoir depuis trois ans...

« Il y a deux races distinctes : celles des hommes aux regards francs, aux muscles forts, à la démarche assurée, et celle des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. Eh bien ! C'est dans les collèges comme dans le monde les faibles sont écartés ; le bénéfice de cette éducation n'est appréciable qu'aux forts ».

Pardi, l'Olympisme, c'est la « paix et la fraternité humaine ». Puisqu'on vous le dit...



C'est lui le meilleur ! (AFP)

Dans « l'humanité »
« UNE JOIE TRES PURE, TRES VRAIE...»

L'URSS et les pays de l'Est, on le sait, n'ont pas suivi les Africains dans le boycott des Jeux. Cuba non plus.

La position des soviétiques est claire : la défense de l'olympisme. Moscou annonce qu'en 1 980 l'URSS recevra tous les pays.

Le PC , gêné à l'origine par le départ des africains a pris une position tranchée dans son édition de mardi, « L1Le plus étonnant (...) c'est de constater combien peuvent se ressembler les vainqueurs dans leur bonheur. L'américain John Naber ressemble comme uun frère à l'Allemand de RDA Roland Mathes ».

Coexistons voilà l'important, la sève des Jeux, « *Les secondes d'une joie très pure, très vraie, partagée par les équipiers des unes et des autres nous éloignent des incidents qui ont marqué la coulisse* ». L'Apartheid, le racisme, la coulisse, ben voyons !

L'Huma va -t -elle nous interviewer un africain fier de son geste pour nous aider à comprendre le retrait ?

Non, au contraire, elle s'adresse à un représentant de l'Ethiopie - pays de dictature militaire qui tenta il ya quelques mois d'envahir l'Erythrée pour se l'approprier, pays « curieusement » soutenu par les européens, la Chine, l'URSS et les USA - qui explique « *Notre geste de retrait, en partie par solidarité, est un drame* ».« *Voyez - vous, il n'est pas toujours aisé de trouver l'acte juste pour défendre une cause juste* ».

Que cherche à démontrer l'Huma ? Que les africains sont irresponsables ? Il n'y a pas un mot dans l'article « *Une joie très pure* » (les médailles) ,« *une sourde peine* » (le départ) sur le racisme, l'Apartheid, l'Afrique du Sud.

Et pourquoi donc en parlerait - on puisque l'Huma reprend le commentaire d'un «*africain qui a préféré rester anonyme* » »: «*je ne suis pas d'accord avec un geste qui compromet le travail de l'olympisme. Ce mouvement a proné la paix et la fraternité humaine* » (...)

Et l'Huma de terminer en cautionnant le fameux apolitismes du Comité Olympique : le CIO ,*allait - il revenir sur sa position de neutralité sur le rugby, un sport non olympique ?* »

Le PC, meilleur défenseur de l'olympisme ?

Certes, un titre que nous lui laissons volontiers.

P.V.

Après l'assassinat de Gilles Olivier

FONTAINE-MARTEL, C'EST COMME AU VERT-GALANT...

Gilles Olivier, 18 ans, abattu par un flic à la gachette facile. 17 ans et demi, c'est aussi mon âge et je connais aussi les ghettos ouvriers puisque j'y habite. Et les ghettos, c'est un problème que ne perçoit pas suffisamment le mouvement ouvrier.

« Mais, d'abord, ne monte pas l'affaire du Vert Galand dans une épingle dans ton journal, si c'est pour oublier que toutes les cités c'est pareil, la même merde, la même répression ». C'est Philippe, le dernier à avoir vu Gilles Olivier vivant qui parle, et, dans l'article de Rouge, c'est ce passage qui m'a le plus frappé, car ce n'est pas là un discours politique, mais ces quelques mots sont plus éloquents que bien des discours.

C'est pourquoi, j'ai décidé de vous exposer la réalité d'un quartier populaire, le mien. Le ghetto de Fontaine Martel à Bolbec.

photo Viva

Un ghetto

On a parlé de Bolbec dans Rouge hebdo lors de la fermeture des établissements Boussac, l'une des dernières entreprises du textile qui avait fait la richesse du patronat local. Aujourd'hui, le chomage sévit à Bolb c, et il faut s'embaucher dans la ZI du Havre, à Renault Sandouville. Une petite ville tranquille, avec un maire « indépendant », une bourgeoisie triste et discrètement répressive, unepoussée a gauche, aussi, avec l'élection d'un conseiller général communiste.

Le quartier de Fontaine Martel se trouve à l'écart du centre ville, sur la vallée du « Bolbec », autrefois rivière à truites, aujourd'hui égout de « ORIL », produits chimiques, industrie pharmaceutique.

Fontaine Martel, c'était au départ deux immeubles LOPOFA (logement populaire familial) construits il y a environ 16 ans et bordé d'un terrain vague, empire des gosses criards. C'était le temps des « blousons noirs », des descentes en ville pour taquiner le bourgeois et les bagnoles.

Puis on a construit des pavillons et des maisons jumelées sur le terrain vague, et plus récemment des immeubles modernes. Mais qui n'en demeurent pas moins des clapiers à lapins. Cela a coincidé avec l'arrivée d'une classe moyenne, flics, fonctionnaires, ouvriers assez aisés. Le vrai prolétariat, chez qui régnait la solidarité au début, quand les flics faisaient des rafles, a commencé à changer d'attitude : on lorgne vers la classe moyenne en se disant que ce ne serait pas mal de lui ressembler.

On a aussi fait venir à Fontaine Martel les habitants qu'on a expulsé d'un camp construit à la libération pour abriter les victimes de bombardements. Comme ça, toute la population ouvrière est rassemblée, c'est vraiment le ghetto. La flicaille peut avoir une intervention centralisée, rapide et efficace en cas de pépin. Pour le moindre délit, elle va directement chercher le « coupable » à Fontaine Martel. Car, pour les bourgeois de Bolbec, n'est-ce pas là qu'est la « vermine » ?

Les loulous

Qu'offre t'on aux jeunes à Fontaine Martel ? En tout et pour tout, un club de jeunes, logé dans un baraquement, sans équipements et sans crédits, aujourd'hui presqu'à l'abandon. Reste Bolbec : quelques troquets, généralement fermés le samedi soir, et deux cinémas où les films de flics alternent avec les films de cul, sans oublier le centre culturel du Val au Grès où l'on peut admirer de splendides peintures d'artistes locaux, écouter de la musique de chambre ou assister à un palpitant tournoi de dominos.

Il y a quelques temps, les jeunes organisaient des « boum » dans les garages à vélo de Fontaine Martel. On installait une chaine, on dansait, on causait, histoire de casser la grisaille, et, en plus, horreur ! ça baisait dans tous les coins.

Alors, bien sûr, le comité de quartier s'est empressé de protester. La répression joue, la répression sexuelle aussi, et de la part de ceux là même qui sont le plus exploités. Les boums ont cessé, sauf quelques réunions dans un troquet non ouvert « officiellement ».

Souvent, il y a des bagarres et les flics « descendent » et embarquent les plus faibles. C'est vrai, dans les ghettos la « chicore » est monnaie courante.

Les « loubards sont violents, parfois ils drainent l'idéologie dominante, le super-mec, la nana inférieure et admirative, le rejet des homosexuels.

Il faudrait que l'extrême gauche en parle davantage, qu'on édite par exemple des bulletins de quartier afin d'expliquer aux gens le sens des ghettos, l'exploitation qu'ils subissent, et que leurs fils et filles, les « loulous », subissent.

L.D. Militant GTR

culture

TURQUIE

Un cinéaste progressiste persécuté

19 ANS DE PRISON POUR YILMAZ GUNEY

Le Monde du 15/7 nous l'apprend : le 13, le tribunal criminel d'Ankara a condamné Yilmaz Guney à dix neuf ans de prison.

Né en 1937, Guney avait été condamné à deux ans de prison en 1960 pour « propagande communiste » à cause d'une nouvelle publiée. Son oeuvre littéraire lui vaudra plus tard le prix d'Orhankemal. Mais il connait la notoriété surtout comme acteur et réalisateur. Cette carrière cinématographique commence en 1962 ; en 66, il est l'une des plus grandes vedettes du cinéma turc. Il a joué à ce jour dans plus de 150 films. C'est à partir de 1968 qu'il commence à produire, écrire et réaliser, interpréter et signer une série de films qui eurent toujours des ennuis de censure : *Seyt Han* (1968) puis *Ac Kurtlar* (1969) furent totalement interdits ; *Bir Cirkin Adam* et *Umut* (1969 et 1970) furent coupés. C'est en 1971 que le public français découvrit *Umut*, sorti clandestinement de Turquie, d'abord à la « Quinzaine des réalisateurs » de Cannes, puis en exploitation « art et essai ». En 71 et 72 il tourne encore, puis est arrêté, accusé d'avoir aidé les « terroristes anarchistes » de l'organisation de jeunesse révolutionnaire Dev-Genc. Aprés 26 mois, il est libéré sans procés, à la suite d'une campagne internationale où intervient notamment Elia Kazan. Lorsqu'aprés sa libération, en juin, il recommence à travailler, c'est pour tourner *Arkadaz (L'ami)* - et non *Endise, L'Inquiètude*, comme le dit *Le Monde* ; *Endise* fut tourné en 74, pendant son emprisonnement, sur un scénario de lui, par Sérif Gören, dirigeant du syndicat des travailleurs du film. Durant le tournage d'*Arkadaz*, au cours d'une dispute, un magistrat est tué sur le lieu du tournage ; malgré témoignages et expertises balistiques qui l'innocentent, on l'accuse d'avoir tué ce juge. Il est donc arrêté le 14 septembre 74 ; c'est pour cette affaire qu'il vient d'être condamné à dix neuf ans de prison.

Le cinéma d'Yilmaz Guney est un cinéma de type néo-réaliste, une oeuvre de combat qui lutte contre l'arriération de son pays ; son arrestation et sa condamnation sont un témoignage supplémentaire de la rage bornée de la bourgeoisie turque obligée de persécuter ainsi celui que le monde entier salue comme le premier cinéaste de son pays.

P.L.T.

télévision

TF 1

13.35 **A vous de jouer Milord**
Un feuilleton. Un nouveau ! Guerre secrète et contre-espionnage.

14.25 **Bons baisers de Tintin**
On modernise, on ravale (il y a dans cette série un agent de la CIA). Rien à faire... Tintin est en baisse.

20.30 **Milady**
Un film TV, d'après une nouvelle de Paul Morand...
« (...) C'est fou ce qu'il peut y avoir de monde qui rampe sur le paillasson (...) des gugusses (...) des Paul Moránd (...) et voilà le lieutenant colonoque de la rondelle au flambeau (...) tous les édentés carnivores, tous les vieux marcheurs de la mort (...) », disait Prévert de Paul Morand et de quelques autres dans *La Crosse en l'air...*

A 2

20.30 **L'homme de fer**
21.30 **C'est-à-dire**
22.00 **Jeux olympiques**

FR 3

19.05 **Etranger, d'où viens-tu ?**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Pour les jeunes**
19.55 **Flash Journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Cinéma français d'aujourd'hui**
La nuit bulgare (1972)
Pas de trame continue dans ce film de Michel Mitrani. Un aller et retour constant entre rêve et réalité, un monde fantasmatique...

FRANCE-CULTURE-M.F.

8.00 **Quand le peuple prend la parole**
L'expression littéraire à travers les milieux, avec Jacques Rancière et Michel Ragon

12.05 **Le face à face Maurice Clavel-Philippe Sollers continue**

FRANCE INTER-1829 m

17.00 **Radioscopie : Raymond Devos**

Inédit

FOMA GORDYEEFF (1)

par Jack London

Foma Gordyeeff (1) est un grand livre - il contient non seulement l'immensité de la Russie, mais la dimension de la vie. Cependant, bien que, dans tous les pays, au sein de ce monde de marchés et de bourses, dans ce siècle de commerce et de trafic, des personnages passionnés se dressent pour demander à la vie ce qu'est sa fièvre, c'est un Russe qui se dresse ainsi pour interroger. Car Gorki, l'Amer, est essentiellement russe dans sa façon d'appréhender les faits de la vie et dans sa façon de les traiter. Toute l'autoanalyse et l'insistante introspection russes lui appartiennent. Et, comme tous ses frères russes, une protestation ardente, passionnée imprègne son œuvre. Il y a un dessein dans cette œuvre. Il écrit parce qu'il a à dire quelque chose que le monde doit entendre. De son poing crispé, ce ne sont pas des histoires romanesques, légères, aériennes, douces, charmantes et séduisantes, qui s'échappent, mais des réalités - oui, grandes, brutales, rébarbatives, mais des réalités.

Il pousse le cri du malheureux et du méprisé et dans une mise en accusation magistrale du règne du commerce, il proteste contre les conditions sociales, contre l'expression douloureuse qui se peint sur les visages du pauvre et du faible, contre l'onanisme du riche et du fort, dans son désir effréné d'avoir les places et le pouvoir. Il est extrêmement douteux que le bourgeois ordinaire, gras, satisfait de lui - même, prospère, puisse comprendre un homme comme Foma Gordyeeff. La rébellion qu'il a dans le sang ne vibre à l'unisson de rien de ce que ce bourgeois a dans le sien. Pour lui, il restera inexplicable que cet homme, avec sa santé et ses millions, ne puisse pas continuer de vivre comme vit sa classe, en s'installant à des heures régulières devant son bureau, en se rendant à la Bourse, conclure des contrats serrés, faire des offres plus avantageuses que ses concurrents, se réjouir des désastres financiers de ses confrères.

Cela semblerait si facile et, après une telle vie, dans une situation bien assise et éminemment respectable, il pourrait mourir. « Ah ! » interrompra Foma avec rudesse - il est porté aux interruptions brutales - « si mourir et disparaître est le dénouement de ces années passées à thésauriser, alors, pourquoi thésauriser ? » Et le bourgeois qu'il a interrompu avec rudesse ne comprendra pas non plus, tandis qu'il travaille saintement avec son filleul indocile.

« Pourquoi te vantes-tu ? » dit Foma en éclatant. « De quoi as-tu donc à te vanter ? Ton fils... Où est-il ? Ta fille... qu'est-elle ? Pouah ! toi, dispensateur de la vie ! Alons, à présent tu es intelligent, tu sais tout - dis-moi, pourquoi vis-tu ? Pourquoi amasses-tu de l'argent ? Tu ne vas donc pas mourir ? Eh bien alors quoi ? »

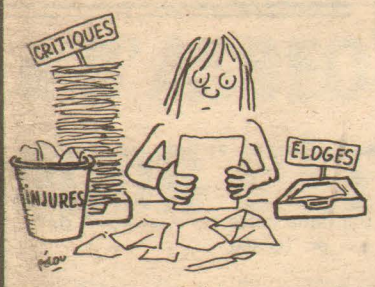
Et Mayakin se trouve lui même sans voix, incapable de répondre, mais il n'est ni ébranlé ni convaincu.

Ayant hérité la nature farouche, de taureau, de son père, plus la passivité indomptable et le caractère tâtonnant de sa mère, Foma, fier et révolté, est rebuté par l'environnement égoïste, avide d'argent dans lequel il est né. Ignat son père et Mayakin, son parrain, et toute la horde des marchands ayant réussi qui chantent le péan des forts et les louanges du laissez faire sans merci ni remords, ne peuvent l'attirer. « Pourquoi ? demande-t-il. C'est un cauchemar, cette existence ! Elle est dépourvue de signification ! Qu'est-ce que tout cela veut dire ? Qu'y a-t-il en dessous ? Quel est le sens de ce qui se trouve en dessous ? »

«Tu as raison de plaindre les gens, dit Ignat à Foma, le garçon, seulement tu dois te servir de ton jugement en même temps que de ta pitié. Examine d'abord l'homme, découvre comment il est, quel usage on peut faire de lui ; et si tu vois que c'est un homme fort et capable, aide le à condition d'en avoir envie »

(1) *Foma Godyeeff*, par Maxim Gorki New York, Charles Ecribner's Sons 1901.

rouge



DANS VOTRE COURRIER

Ah, les jolies colonies de vacances !

A la suite de la publication dans Rouge de l'article d'un lecteur sur les colonies de Vacances (Rouge du samedi 3 juillet), nous avons reçu un abondant courrier. Tous les lecteurs prennent violement à partie l'auteur, Bernard Vergnes. Monos, anciens monos, s'appuyant sur leur expérience, notamment dans les Centres d'Entrainement aux Methodes d'Education Active (cemea),ils pensent, eux, que les « colos » sont un terrain de lutte qu'il faut investir de l'intérieur. Nous publions les principaux extraits de quelques lettres représentatives.

« VERGNES RETARDE »

Si l'on cherche à analyser le mouvement syndical en France, il ne viendrait à personne l'idée d'aller déterrer des textes de la CFTC, datant de plus de 40 ans. C'est pourtant ce que fait B. Vergnes en s'appuyant sur des textes de l'UFCV datés de 1906 à 1936 pour étudier les **jolies colonies de vacances**. *Tout l'article repose sur ce postulat : rien n'a changé depuis cette époque et tout individu participant aux colonies de colonies de vacances ne peut-être qu'une* **dame d'oeuvre** *ou un* **monseigneur dévoué.**

Que les colonies soient en grande partie organisées par des municipalités ouvrières ou des comités d'entreprises et non plus par des curés, qu'à côté de l'UFCV existent depuis 1936 les CEMEA (centres d'entrainement aux méthodes d'éducation active), que ceux ci aient été partie prenante de « mai 68 » et aient choisi une option socialiste à leur dernier congrès, que de très nombreux militants et sympathisants de gauche et d'extrême gauche participent aux colonies, que l'Etat cherche à étrangler celles ci financièrement, voilà une première série d'éléments que B.V. balaie comme autant d'apparences.(...)

Bernard Vergnes retarde doublement. D'abord par rapport à certains acquis concernant les luttes menées dans les institutions telles que les colonies de vacances : on a un peu dépassé le principe selon lequel toute intervention dans ce secteur serait automatiquement marqué par la collaboration avec l'Etat bourgeois. Si B.V. avait une quelconque connaissance des colonies progressistes, il saurait que les questions qu'on s'y pose sont à des centaines de lieues en avance sur ces considérations académiques. I parlerait de ce champ d'expérience irremplacable qu'est la colonie comme collectivité d'enfants séparée de la famille et de l'école. Mais s'il est contre le collectivisme, pour la famille et l'école, qu'il le dise clairement.(...)

Manuel Perez

« la vie collective »

Le moniteur est en général très jeune : 17, 18, 19 ans, il vient de faire un stage, il est peu expérimenté mais très enthousiaste, il est très mal payé (difficulté de recruter des jeunes ayant une expérience). Il est lycéen le plus souvent, jeune instituteur ou jeune travailleur, et depuis quelques temps, chômeur. Le moniteur est aussi la personne qui doit assurer la sécurité, la vie matérielle et affective des enfants, ce qui n'est pas simple quand on a de 10 à 15 gosses.

Il existe également des individus qui cognent, qui gueulent, qui persécutent. Mes enfants en ont fait l'expérience mais ça ne représente pas la majorité des équipes d'encadrement. il est absurde de vouloir critiquer l'ensemble des moniteurs en s'appuyant sur quelques cas individuels. on n'appelle pas à déserter les syndicats parce qu'en leur sein se trouvent des élements racistes et sexistes.

De plus, dans la colonie, aujourd'hui les enfants ne sont pas répartis en équipes rigides, il y a le grand groupe d'une cinquantaine d'enfants dans lesquels cohabitent les adultes et les enfants, ce qui permet une certaine réaction collective des enfants. Par exemple mes enfants ont participé l'année dernière à une manifestation pour une bouffe meilleure. Les grands ont pris à partie un moniteur qui cogne des petits. Une monitrice a été mise violemment en cause par un groupe de filles : elle ne donnait pas le courrier, par flemme. Bernard Vergnes ne semble pas avoir une grande confiance dans les capacités des enfants à réagir dans de telles situations.

Enfin la vie entre copains est aussi l'apprentissage de la vie collective. C'est aussi le droit à rêver, à s'organiser avec d'autres enfants, ailleurs que sous l'œil des parents. Surtout lorsque la famille se sépare avec réticence de ses chérubins. Que de rumeurs courent sur les colos dans les milieux bourgeois et petit-bourgeois : on est en danger permanent, on y apprend des tas de choses horribles...

« T'as vu la différence entre un môme avec un mono et avec ses parents ? Moi, oui »

Les enfants d'Aubervilliers, de Villepinte, de Noisy le Sec, les gosses d'entre HLM et usine, ceux du 18e et ceux des bonnes portugaises du 16e, et puis ceux qui ont une vue plongeante sur le périphérique, porte des Lilas... partiront-ils chaque vendredi soir dans un *« clos fleuri » ou une caravane ?*

A ceux là il reste, (et encore pour les privilégiés) la colo. *« A force d'exister, de remplir leur rôle, l'utilité des colonies de vacances devient moins évidente, à force de rendre service, on oublie la qualité du service. La colonie de vacances est minorisée, brocardée parce qu'elle renonce aux moyens publicitaires de la société de consommation »* (R. Lelarge, nº 261 de « Vers l'Education nouvelle » revue des CEMA).

Attention à ça, camarade, la colonie de vacances *échappe complètement au circuit commercial* des loisirs organisés ou non (ou presque).

Bien sûr, la colo, c'est comme l'école bourgeoise, fondée à l'origine par les dames d'oeuvres « catholiques » ou laïques dans la république de Jules Ferry à Léon Blum. Bien sûr à l'origine, c'est le scoutisme (donc l'armée, les « valeurs » etc) additionnée du « bol d'air du gamin de Paris » par le Front populaire.

Mais camarade, on s'en moque ! t'as déjà croisé les gosses en colo avec leurs monos, et les gosses en famille avec leurs parents ? T'as vu la différence ?

C'est vrai que, comme pour leurs parents travailleurs, les congés payés c'est la récupération de la force de travail. Mais là encore, tu t'en fous, quand t'es avec les gosses à construire des chouettes cabanes dans le sous bois rien qu'avec de la ficelle. Dis-moi où tu peux pique-niquer tranquille au bord du torrent avec José, Ahmed et Aziza, qui pour une fois n'ont pas envie de faucher au Prisunic, et puis prendre ton carnet de chants pour chanter *« aux marches du palais »*, ou *« la butte rouge »*, qui t'empêche ?

Si un nombre important de familles ouvrières abandonne la colonie de vacances, pour le centre aéré (ou pour rien d'autre), ce n'est pas en fonction de jugement de valeur mais en partant de considérations économiques. (...)

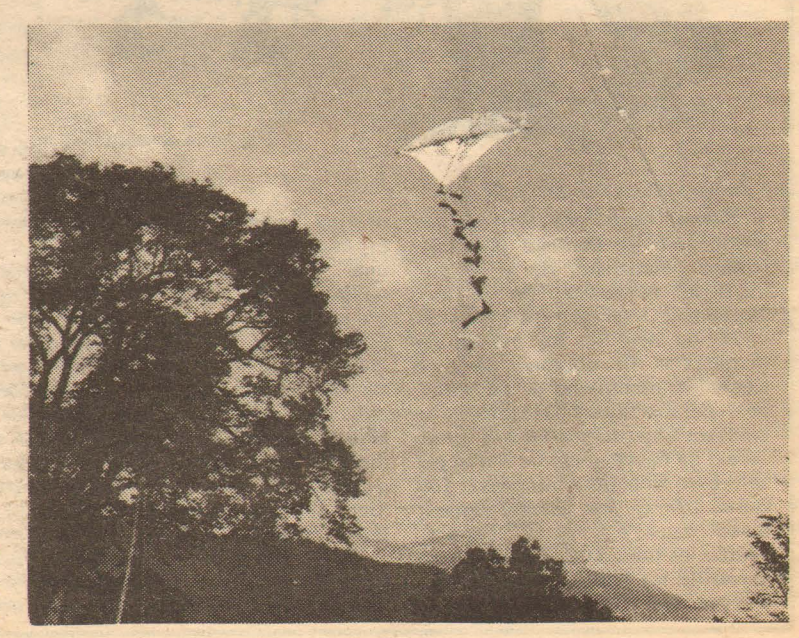
Nous sommes loin, aux CEMEA, des colos militaristes (comme on en trouve encore) où domine la compétition sportive, etc. (...)

Aujourd'hui, des « grandes » réclament la possibilité de sortir en voile. On sortira donc, en petit groupe. C'est l'anniversaire de Sylvie, on fera du pédalo sur le plan d'eau ; le mono « paye son pot », on se donne un peu de vie urbaine. Et puis il y a l'Aventure. Le petit groupe qui part en camping avec le pognon pour la bouffe (autogestion !) dans un champ prêté par un paysan, le trajet jusqu'à la source avec les « vaches à eau », les équipes de pluches, de vaisselle, le lait des vaches, les oeufs frais. Un coup de main aux vieux pour retourner le foin. Au bout d'une heure, les mômes ont vite compris ce qu'est un paysan-travailleur. Dans l'article de B. Vergnes, on parle presque de l'« alibi écologique » de la promenade, bien sûr. (...)

« Les colos, hors des luttes ? »

J'essaierai de placer le débat à un niveau de réalité quotidienne. Peu d'enfants ont droit à consacrer leur temps à des loisirs, peu d'adultes non plus. L'Etat subventionne à concurence de 0,7 % tous les **« Centres de Vacances et de Loisirs pour Enfants »** *(denomination officielle des colonies de vacances), préférant laisser aux Comités d'Entreprise la tâche d'intégrer au mieux la progéniture du personnel. Il est nécessaire d'en mesurer l'importance : quel est l'impact d'un CE sur la politique d'un centre ? (...)*

Institution, le Centre de Vacances fonctionne à l'intérieur du système capitaliste. Je ne crois pas que ce soit le travail d'un militant de suivre « le pas cadencé » de cet ordre du Capital. (...) Faut-il s'en faire l'écho ou trouver un terrain de lutte qui offre aux enfants et aux adultes une possibilité de prendre en charge leurs loisirs ? Il est difficile de se situer dans cette ambiguité dénonciation/acceptation.

Oui, il est vrai que la promenade en rang se déroule : une volonté obstinée de dressage où la reproduction de valeurs non maîtrisées ? Où donc se place notre travail militant, dedans ou dehors ? L'école connaît la même contradiction (...). La pédagogie n'est pas quelque chose de figé : la pratique éducative avec des enfants est toujours orientée en fonction d'objectifs politiques conscients ou non (...). La colo hors des luttes ? C'est peut-être cela que veut B. Vergnes (...).

Pierre Chalier
Directeur de CV, par ailleurs militant de l'Ecole Emancipée et sympathisant LCR